

## Les chrétiens ne doivent pas se taire !

Editorial

Les Eglises chrétiennes ont été échaudées par les réactions de ceux qui considèrent, par exemple, qu'elles ont trop soutenu l'initiative «Multinationales responsables». On leur reproche, mais ce n'est pas nouveau, de se mêler de politique, ce qui ne serait pas leur domaine. On leur concède en général volontiers le droit, et même le devoir, de «faire du social», mais pas de dénoncer les injustices ! Le social serait donc compatible avec le domaine de Dieu, les injustices ne seraient que du domaine de César.

Rendons à César... : même dans la démocratie suisse, l'action de «César» peine à assurer *l'esprit de solidarité et d'ouverture au monde*, à assumer nos *responsabilités envers les générations futures* et à garantir le *bien-être du plus faible des membres* de la communauté, qui figurent dans le préambule de la Constitution fédérale. Ce même texte rappelle que l'alliance du peuple et des cantons, *conscients de leur responsabilité envers la Création*, est renouvelée *pour renforcer la liberté, la démocratie, l'indépendance et la paix*.

Les chrétiens et leurs Eglises sont donc fondés à militer pour que les belles formules qui fondent notre Etat aient des implications concrètes. Ils ne font que jouer leur rôle de citoyens respectueux de l'esprit de la Constitution lorsqu'ils interviennent dans les débats politiques qui touchent la justice sociale, la justice économique, la sauvegarde de la Création, la paix.

Et rendons à Dieu... : la première phrase de la Constitution précise qu'elle a été rédigée *au nom de Dieu Tout-Puissant*. C'est une large majorité, d'ailleurs plus forte à droite qu'à gauche, qui a ainsi mis l'action de «César» sous l'œil de Dieu. Les chrétiens et leurs Eglises peuvent donc légitimement se référer à Dieu lorsqu'ils interviennent dans les débats. Précision : nous ne sommes pas partisans de la théocratie : nous défendons des idées que notre foi éclaire et oriente, mais dans un cadre où croyants et non-croyants coexistent et débattent à égalité, dans la tolérance.

A la question (Mt. 12, 17) «*Est-il permis, oui ou non, de payer le tribut à César ?*» (il s'agit donc de prendre position sur la collaboration avec l'Etat romain), Jésus ne répond pas que c'est une question politique qui ne le concerne pas, ni même qu'elle est trop clivante et risquée pour la communauté ! Il donne une réponse de raison (César est l'organisateur actuel de la société) mais rappelle aussitôt que la raison coexiste avec la foi en Dieu. Il précise, ailleurs, que l'amour du prochain est indissociable de l'amour de Dieu.

Les injustices, la violence et l'inconscience face aux menaces écologiques gangrènent la Création : les chrétiens et leurs Eglises, comme d'ailleurs les croyants des autres religions, les incroyants et tous les humains de bonne volonté, peuvent et doivent militer pour la justice, la paix et la préservation de notre cadre de vie. C'est un devoir de citoyen et d'enfant de Dieu.

Jean-François Martin, secrétaire des CGR

«Je nourris un pauvre et l'on me dit que je suis un saint.

Je demande pourquoi il n'a pas de quoi se nourrir et l'on me dit que je suis communiste»

Dom Helder  
Camara

## Eglises et politique: le débat est relancé

On conteste souvent l'intervention des Eglises dans le débat politique au nom d'une stricte séparation entre les domaines spirituels et politico-social, ou pour bien marquer que le Royaume de Dieu n'est pas de ce monde, mais aussi pour contester leur compromission avec des pouvoirs jugés oppresseurs et/ou illégitimes, ou encore par crainte d'importer au sein des communautés religieuses des dissensions sur des sujets temporels...

Dans les faits, les Eglises et les communautés religieuses ont évidemment toujours été confrontées à la réalité des problèmes politiques. On connaît l'implication de l'Eglise catholique dans les pouvoirs politiques (et vice-versa) dès l'Antiquité, puis au Moyen Age et dans les monarchies absolues, le rôle des pasteurs dans les Etats calvinistes, le soutien des Eglises à la colonisation voire à l'esclavage... Les Eglises qui n'ont pas soutenu activement les pouvoirs ont souvent été largement concernées par le fait qu'elles étaient persécutées. La question n'est donc pas de savoir si les Eglises doivent se mêler de politique mais plus exactement si elles doivent cesser de le faire.

La question de l'engagement individuel n'est en général pas en cause: les chrétiens qui préconisent un détachement complet des problèmes économiques et politiques sont relativement rares, en tout cas chez

nous. L'existence de mouvements qui ont pour but d'éclairer, à la lumière de l'Évangile, l'action des chrétiens dans le monde n'est pas vraiment en question non plus. Le problème est plus délicat lorsque qu'un mouvement politique préconise d'organiser la société sur des bases religieuses, ce qui est d'ailleurs de plus en plus problématique dans nos sociétés devenues multiculturelles.

La question devient cruciale lorsqu'on discute des positions que pourraient ou devraient prendre les Eglises sur des sujets politiques. Il y a la question de principe de la légitimité de leurs interventions, puis celle des sujets pour lesquels elles ont une voix légitime au chapitre: pour celui de la liberté de croyance et de pratique religieuse, la réponse sera peut-être unanime. Pour le reste les avis divergeront: peuvent-elles se mêler des lois qui règlent la sexualité, le mariage, la vie et la mort de tous les citoyens? Sont-elles fondées à dire aux acteurs de l'économie ce qui est éthique ou non? Sont-elles fondées à dire si telle guerre est juste ou non? Sans parler de la question qui n'est pas résolue dans tous les cantons de la même façon: l'ensemble des contribuables doivent-ils financer le fonctionnement des Eglises?

Ce débat a été revigoré récemment à la suite de positions favorables à l'initiative «Multinationales responsables», criti-

quées parfois violemment par des chrétiens et des politiciens conservateurs, ou en fonction de positions (ou d'absences de position) des Eglises sur les problèmes de l'asile ou de la guerre en Palestine. Les arguments évoqués dans notre premier paragraphe sont ressortis.

Cela a été le cas lors d'un débat public organisé par l'association Pertinence, le 30 octobre à Lausanne, et dans un article publié par 24 Heures quelques jours auparavant. M. Philippe Leuba, ancien conseiller d'Etat vaudois (PLR) devenu conseiller synodal de l'Eglise protestante de son canton, est un homme politique qui n'a jamais caché ses convictions religieuses; mais il a clairement dit son attachement au non-engagement politique des Eglises: «Mon Royaume n'est pas de ce monde» et «Rendez César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu». Il tient en outre à éviter de diviser l'Eglise. M. Pierre Bühler, professeur honoraire de théologie (dont nos lecteurs ont pu lire ici quelques articles et que nous avons entendu lors de notre journée de réflexion de 2022) a quant à lui rappelé que les Eglises sont inévitablement dans la politique, quoi qu'elles en pensent, parce qu'elles sont formées de citoyens, parce qu'elles peuvent constater des injustices incompatibles avec ce qu'elles appellent l'amour du prochain, et parce que le souci d'éviter les sujets clivants

ne les élimine pas.

C'est évidemment dans cette ligne que nous nous sentons à l'aise: ne pas s'exprimer sur un problème de société, social, économique, politique, c'est déjà s'engager d'une certaine façon aux côtés de ceux qui ne veulent pas le voir et encore moins le résoudre ! Ne pas dénoncer les injustices, c'est les cautionner, voire en profiter. Laisser la planète aller à la ruine, c'est jouer avec l'existence même de l'humanité, Eglises comprises.

Nous conseillons à nos lecteurs de nourrir leur réflexion sur ce sujet avec un texte publié l'an dernier par Pierre Bühler et contresigné par de nombreuses personnes. Rédigé en allemand, et en français sous le titre «Les Eglises se taisent-elles ou font-elles entendre leur voix ? un manifeste à discuter», il est disponible sur le site [www.thebe.ch](http://www.thebe.ch) (-> statements -> Manifest von Pierre Bühler).

Si le titre pose la question, le texte y répond puisqu'il affirme: «Il est grand temps que les Eglises fassent à nouveau entendre leur voix». Cela est étayé par une série d'affirmations, de références, d'exemples concrets mais aussi de nuances. Dont voici deux extraits tirés du premier et du dernier paragraphe.

*(Les Eglises ne sont pas apolitiques) lorsqu'elles affirment que l'Eglise n'a rien à voir avec la politique ou lors-*

*qu'elles prétendent se concentrer sur leur soi-disant mission principale. Comme l'a montré la théorie de la communication, ne rien dire n'est pas une prétendue neutralité, mais également une communication («Nous sommes satisfaits de la situation actuelle»; «Nous préférons laisser les autres s'en occuper»; «Nous sommes maintenant occupés par des choses plus importantes»; etc.) Le fait que les Eglises ne peuvent pas du tout ne pas être politiques est lié au fait que leur mission principale, la proclamation et le témoignage de l'Évangile sous diverses formes (célébration, prédication, enseignement, dialogue pastoral, diaconie, etc.) a toujours un impact sur la société.*

(...)

*Les Eglises savent que la politique n'a pas pour but de réaliser le royaume de Dieu. Elles prient «Que ton règne vienne» et s'engagent pour la justice, la paix et la sauvegarde de la Création. Ce faisant, elles s'exercent à l'humour, en tant que sagesse permettant de placer les deux choses dans une relation appropriée tout en les distinguant l'une de l'autre, et de pratiquer l'une sans pour autant négliger l'autre.*

J.-F. Martin

## L'Espoir du Monde

ISSN 0014-0732

Fondé en 1908 anciens titres:  
«Voies Nouvelles» 1918-1947  
«Le Socialiste-Chrétien» 1947-67

### Editeur:

Les Chrétiens de gauche romands  
(anciennement: Fédération romande des socialistes chrétiens)  
[www.chretiensdegaucheromands.ch](http://www.chretiensdegaucheromands.ch)  
[info@chretiensdegaucheromands.ch](mailto:info@chretiensdegaucheromands.ch)

**Président:** Vincent von Siebenthal, Converney 43, 1093 La Conversion, [vonsieb@gmail.com](mailto:vonsieb@gmail.com)

**Rédacteur:** Jean-François Martin, Saules 9, 1800 Vevey, [jfmartin.vevey@bluemail.ch](mailto:jfmartin.vevey@bluemail.ch)

**Administration:** Rémy Cosandey, Temple 27, 2400 Le Locle, [remy.cosandey@gmail.com](mailto:remy.cosandey@gmail.com)

### Imprimerie:

Journal de Sainte-Croix et environs, 1450 Sainte-Croix

### Abonnements:

Fr. 20.- (1 an / 4 numéros)  
Fr. 40.- (y c. cotisation aux CGR)  
IBAN:  
CH71 0900 0000 1001 6048 6,  
Les Chrétiens de gauche romands,  
La Conversion

A adresser à J.-F. Martin, Saules 9, 1800 Vevey (ou [info@chretiensdegaucheromands.ch](mailto:info@chretiensdegaucheromands.ch))

- Je souhaite m'abonner à L'Espoir du Monde (1 an/4 numéros: fr. 20.-) et je verse la somme de fr. 20.-, IBAN: CH71 0900 0000 1001 6048 6, Les Chrétiens de gauche romands, Le Locle.
- Je souhaite devenir membre des Chrétiens de gauche romands et je verse la somme de fr. 40.- (abonnement compris), IBAN: CH71 0900 0000 1001 6048 6, Les Chrétiens de gauche romands, La Conversion.
- Je souhaite davantage d'informations et vous prie de me contacter.
- Je souhaite recevoir quelques exemplaires de L'Espoir du Monde pour les distribuer autour de moi.

Remarques:

Nom, prénom:

Adresse:

Tél.:

Courriel:

Date et signature: